



Le 22 septembre 2016

Communiqué

**Négociations commerciales UE/Etats-Unis :
pas de libre-échange avec des dès pipés !**

Un Conseil informel Affaires étrangères de l'U.E se tient à Bratislava ce soir et demain où il sera question des négociations menées en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis (TTIP ou TAFTA). Au regard des ravages qu'est susceptible de provoquer un tel accord dans le secteur céréalier européen, l'AGPB appelle le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Mathias FEKL, à une très grande fermeté avec ses collègues et avec la Commission européenne.

Sans le maintien des protections actuelles aux frontières de l'UE, la céréaliculture européenne subirait de plein fouet des distorsions parfaitement avérées.

En premier lieu, les soutiens publics américains sont très substantiellement supérieurs aux aides européennes lorsque les prix sont à la baisse, comme c'est le cas depuis des mois maintenant. A cet égard, la loi agricole américaine (« Farm Bill ») de 2014 favorise encore plus qu'auparavant les producteurs de céréales d'outre-Atlantique grâce à deux programmes d'aides contracycliques* venus s'ajouter aux assurances-chiffre d'affaires (CA) subventionnées préexistantes.

En second lieu, les « farmers » bénéficient d'avantages distorsifs en ce qui concerne leurs coûts de production. Sur ce plan en effet les réglementations sont plus favorables aux Etats-Unis qu'en Europe. Les farmers bénéficient en particulier d'un plein accès aux moyens de protection des cultures (néonicotinoïdes, par exemple) et aux biotechnologies. En outre, la politique de l'énergie américaine est également de nature à les favoriser.

« Au regard de tous ces constats, que chacun peut faire, il est vraiment essentiel que l'UE conserve ses protections douanières », affirme Philippe PINTA, président de l'AGPB.

* d'un niveau qui varie en sens inverse des prix

oo

Contact : Pascal HURBAULT - 01 44 31 16 25 / 07 77 72 20 42